

## Annexe A – Règles CEC modifiées (version nette)

### 7.4 Pouvoirs disciplinaires

#### 7.4.1 Pouvoir des jurys d'audience à l'égard de la discipline

##### 7.4.1.1 Personnes autorisées

Un jury d'audience peut imposer à une personne autorisée ou à toute autre personne relevant de la compétence de l'Organisation l'une ou plusieurs des sanctions suivantes :

- a) un blâme;
- b) le remboursement de toute somme obtenue, comme une perte évitée, par suite de l'infraction;
- c) une amende n'excédant pas le plus élevé des montants suivants, à savoir :
  - i) 5 000 000,00 \$ par infraction; ou
  - ii) un montant égal à trois fois le profit réalisé ou la perte évitée par la personne par suite de l'infraction;
- d) la suspension de l'autorisation de cette personne d'exploiter une entreprise reliée aux valeurs mobilières pour la période et aux conditions qu'il stipule;
- e) la révocation de l'autorisation de cette personne d'exploiter une entreprise reliée aux valeurs mobilières;
- f) l'interdiction de l'autorisation de cette personne d'exploiter une entreprise reliée aux valeurs mobilières à n'importe quel titre et pour quelque période que ce soit;
- g) l'imposition de conditions à l'autorisation d'exploiter une entreprise reliée aux valeurs mobilières qu'il juge appropriées;

si, de l'avis du jury d'audience, cette personne :

- h) n'a pas observé les dispositions d'une entente avec l'Organisation;
- i) n'a pas observé les dispositions de toute loi fédérale ou provinciale régissant les activités du membre ou de tout règlement ou de toute instruction générale adopté en vertu de ces lois;
- j) n'a pas observé les dispositions des Règlements ou des Règles de l'Organisation;
- k) a eu une conduite ou une pratique commerciale que le jury d'audience juge, à son appréciation, inconvenante ou préjudiciable aux intérêts du public;
- l) n'a pas les qualités requises en matière d'intégrité, de solvabilité, de formation ou d'expérience.

#### 7.4.1.2 Membres

Un jury d'audience peut imposer à un membre l'une ou plusieurs des sanctions suivantes :

- a) un blâme;
- b) le remboursement de toute somme obtenue, comme une perte évitée, par suite de l'infraction;
- c) une amende n'excédant pas le plus élevé des montants suivants, à savoir :
  - i) 5 000 000,00 \$ par infraction; ou
  - ii) un montant égal à trois fois le profit réalisé ou la perte évitée par le membre par suite de l'infraction;
- d) la suspension des droits et des privilèges du membre (cette suspension pourra comporter l'interdiction au membre d'exploiter une entreprise reliée aux valeurs mobilières) pour une période et aux conditions déterminées par le jury d'audience ou, si ses droits et privilèges sont déjà suspendus en vertu de la Règle 7.4.3, le maintien de cette suspension (y compris l'interdiction au membre d'exploiter une entreprise reliée aux valeurs mobilières) pour une période et aux conditions déterminées par le jury d'audience;
- e) la révocation de tous les droits et privilèges de la qualité de membre;
- f) l'expulsion du membre de l'Organisation;
- g) les conditions relatives à la qualité de membre du membre que le jury d'audience peut juger appropriées;
- h) la nomination d'un surveillant, conformément à la Règle 7.4.7;
- i) l'exigence de transférer de façon ordonnée les comptes des clients du membre;

si, de l'avis du jury d'audience, le membre est coupable d'une ou de plusieurs des infractions suivantes, à savoir :

- j) n'a pas respecté ses obligations aux termes d'une entente conclue avec l'Organisation;
- k) a manqué à ses obligations envers un autre membre ou envers le public;
- l) a eu une conduite ou une pratique commerciale que le jury d'audience juge, à son appréciation, inconvenante d'un membre ou préjudiciable aux intérêts du public;
- m) a cessé d'avoir la qualité de membre pour des raisons liées à sa propriété, à son intégrité, à sa solvabilité, à sa formation ou à son expérience ou à celles de l'une de ses personnes autorisées ou autres employés ou mandataires ou de toute personne ayant une participation dans son capital ou dans ses dettes;

- n) n'a pas respecté des dispositions des Règlements ou des Règles de l'Organisation;  
ou
- o) n'a pas respecté des dispositions de toute loi fédérale ou provinciale applicable régissant son entreprise ou de tout règlement ou de toute instruction générale adopté en vertu de ces lois.

...

#### 7.4.7 Surveillant

##### 7.4.7.1 Pouvoirs d'un surveillant

Un surveillant nommé en vertu du paragraphe h) de la Règle 7.4.1.2 ou du paragraphe g) de la Règle 7.4.3.3 doit observer les activités du membre et faire un rapport sur celles-ci conformément aux modalités suivantes et pour une durée que peut fixer le jury d'audience :

...

##### 7.4.7.2 Frais du surveillant

Le jury d'audience peut, à son appréciation, exiger que le membre paie la totalité ou une partie des frais connexes à la nomination d'un surveillant, conformément au paragraphe h) de la Règle 7.4.1.2 ou au paragraphe g) de la Règle 7.4.3.3.

...